



COMPTE-RENDU DU SOMMET REGARD SUR LA TERRE: 12-15 DÉCEMBRE 2011

Le Sommet Regard sur la terre (Regard sur la terre 2011) s'est tenu sous le parrainage de Son Altesse Sheikh Khalifa Bin Zayed Al Nahyan, Président des Émirats arabes unis (E.A.U.), du 12 au 15 décembre 2011, à Abu Dhabi, aux E.A.U. Le Sommet a rassemblé plus de 1000 participants, représentant des gouvernements, des organisations internationales, le milieu universitaire, le secteur privé et les organisations non gouvernementales (ONG). Organisées sous la bannière «assembler, converger, collaborer», les discussions qui ont eu cours durant Regard sur la terre 2011 ont porté sur le renforcement des efforts actuels et ont tâché d'inspirer la recherche de solutions unifiées et globales aux problèmes qui entravent l'accès aux données.

Regard sur la terre 2011 a comporté des sessions plénières qui constituaient la colonne vertébrale du Sommet. Ces sessions plénières ont inclus des discours d'inauguration et des panels portant sur diverses questions, notamment la sécurité de l'eau, le financement, la gestion des catastrophes, les océans et le carbone bleu. Le Sommet a également comporté des séances ouvertes, au cours desquelles quatre groupes de travail sur la «Politique, la gouvernance et le réseautage institutionnel», les «Contenu et besoins des utilisateurs», les «Infrastructures techniques», et le «Renforcement des capacités, l'éducation et la sensibilisation», se sont tenus pour achever la préparation des Initiatives spéciales dont le coup d'envoi a été donné à la fin de l'événement.

Regard sur la terre 2011 a été précédé par le Forum de la société civile, un forum permettant aux représentants de la société civile de préparer et consolider leurs contributions au Sommet, et leur permettant d'arriver à un consensus sur les domaines clés de l'accès à l'information sur l'environnement et son utilisation. Le forum a également été l'occasion d'une discussion portant sur les mesures de collaboration en vue de renforcer les initiatives existantes et de combler les lacunes afin de permettre que l'élaboration des politiques soit mieux documentée. Des sessions portant sur «Rio+20» se sont également déroulées au cours du Sommet, et ont offert un forum permettant aux hauts fonctionnaires, incluant des ministres, des sous-ministres et des directeurs, de discuter du rôle joué par l'information relative à l'environnement dans le soutien à la prise de décision. Au cours de ces sessions la Déclaration du Sommet Regard sur la terre 2011 a été rédigée, et elle sera transmise à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD ou Rio+20), qui se tiendra en juin 2012, en vue d'y être examinée.

Des événements divers ont également été organisés à l'Exposition Regard sur la terre, notamment des démonstrations de technologies y afférentes. Le représentant de l'Initiative mondiale de collecte de données sur l'environnement d'Abu

Dhabi (AGEDI) a présenté leurs projets en cours et a proposé des projets additionnels sur l'évaluation des changements climatiques, la surveillance harmonisée des terres, l'évaluation de la biodiversité, la surveillance du déboisement, le carbone bleu, les outils au service de l'éducation intégrée et de la modélisation régionale de l'eau, tandis qu'un «Théâtre Regard sur la terre» comportait des présentations spéciales de l'anthropologue Jane Goodall, du consultant culturel et animateur de télévision Ali Al Saloom, de Philippe Cousteau Jr. de l'organisation EarthEcho International, de Daniel Edelson de la National Geographic Society, et de l'explorateur polaire Rob Swan.

Au cours du Sommet, les participants ont souligné l'urgence d'agir pour s'attaquer aux problèmes écologiques, et ont mis l'accent sur l'importance de la collaboration pour s'assurer que des données de qualité soient collectées, qu'elles soient librement diffusées et transformées en information utile. Les participants ont également eu l'occasion d'entendre que les pays en développement doivent pouvoir améliorer leur capacité et leur accès à une technologie appropriée à l'analyse des données. Cinq initiatives thématiques et trois initiatives de fond ont été lancées afin de contribuer à concrétiser la vision de Regard sur la terre.

Ce rapport récapitule les présentations et les discussions qui se sont tenues pendant les sessions plénières, y compris les panels, dans l'ordre chronologique.

BREF HISTORIQUE DE L'INITIATIVE REGARD SUR LA TERRE ET DES PROCESSUS ASSOCIÉS

Alors que la CNUDD à venir marquera le 40^e anniversaire de la première grande conférence politique internationale comportant spécifiquement le mot «environnement» dans son titre, et le 20^e anniversaire de la Conférence des Nations

DANS CE NUMÉRO

Bref historique de l'initiative regard sur la terre et des processus associés	1
Compte-rendu de la réunion	2
Attention aux écarts	2
D'un moment à un mouvement	5
Marquer un changement	7
Concrétiser une vision	10
Déclaration du Sommet regard sur la terre	12
Réunions à venir	12
Glossaire	13

Le Bulletin Regard sur la terre 2011 est une publication de l'Institut international du développement durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeurs du Bulletin des Négociations de la Terre. Ce numéro a été rédigé et édité par Kate Louw, Chad Monfreda et Keith Ripley. Version française: Sandra Gagnon – Correctrice: Myriam Gadhoun. Editrice en chef: Tomilola «Tomi» Akanle, Ph.D. <tomilola@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James «Kimo» Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds de cette réunion sont l'Agence de l'environnement d'Abu Dhabi et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) - Centre mondial de surveillance de la conservation (PNUE-CMSC). L'IIDD peut être contacté au 161 Portage Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; téléphone: +1-204-958-7700; fax: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le Bulletin appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD ni celles des bailleurs de fonds. Des extraits du Bulletin peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Des versions électroniques du Bulletin sont envoyées aux listes de distributions électroniques (format HTML et PDF) et peuvent être consultées sur la page Web de Linkages à <http://www.iisd.ca/>. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service d'information de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., I1D, New York, New York 10022, United States of America.

Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) de 1992, également connue sous le nom de Sommet de la terre, le monde fait face à des défis tels que les pénuries d'eau, la sécurité alimentaire et les changements climatiques, qui requièrent des mesures et des solutions se prolongeant au-delà des frontières politiques. Le besoin de collaboration et d'information pour affronter ces problèmes est plus grand que jamais, et l'accès à la connaissance environnementale n'a jamais été aussi déterminant.

De nombreux scientifiques, décideurs politiques et citoyens privés se basent toujours sur des données et informations environnementales limitées et mal présentées. À tous les niveaux, le manque de données environnementales et de technologies appropriées pour traiter et utiliser les données s'avère un obstacle croissant à l'atteinte du développement durable, en particulier dans les pays en développement. Les barrières telles que les initiatives limitées en matière de suivi et de collecte de données, le manque de coordination entre les fournisseurs de données, les coûts de l'accès aux ensembles de données, et le coût des technologies pour traiter et utiliser les données, peuvent entraîner des prises de décision et des mises en œuvre de politiques inappropriées et inefficaces. Si des mesures ne sont pas prises pour surmonter ces barrières, le monde, les économies émergentes en particulier, risquent de perdre d'importants capitaux et ressources environnementaux.

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT:

Le Sommet de la terre s'est tenu du 3 au 14 juin 1992, à Rio de Janeiro, au Brésil. Ses principaux résultats ont été la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, l'Action 21 (un programme d'action composé de 40 chapitres), et la Déclaration de principes sur les forêts. La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la Convention sur la diversité biologique ont également été ouvertes à la signature lors du Sommet de la terre. L'Action 21 plaide pour la création d'une Commission sur le développement durable (CDD), en tant que commission fonctionnelle du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), pour assurer un suivi effectif de la CNUED, pour améliorer la coopération internationale, et pour examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre d'Action 21 aux niveaux local, national, régional et international.

SOMMET MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE: Le Sommet mondial pour le développement durable (SMDD) s'est réuni du 26 août au 4 septembre 2002, à Johannesburg en Afrique du Sud. L'objectif du SMDD, conformément à la Résolution 55/199 de l'AGNU, était d'organiser une évaluation décennale de la CNUED, au niveau du Sommet, afin de renouveler l'engagement mondial en faveur du développement durable. Le SMDD a négocié et adopté deux documents essentiels: le Plan de mise en œuvre de Johannesburg (PMCE) et la Déclaration de Johannesburg sur le développement durable.

Le PMCE est conçu comme un cadre d'action visant à mettre en œuvre les engagements initialement convenus lors de la CNUED et comprend onze chapitres portant sur: l'éradication de la pauvreté; la consommation et la production; la base des ressources naturelles; la santé; les petits États insulaires en développement; l'Afrique; les autres initiatives régionales; les moyens de mise en œuvre; et le cadre institutionnel. La Déclaration de Johannesburg décrit le chemin parcouru depuis la CNUED jusqu'au SMDD, met en exergue les défis, exprime un engagement en faveur du développement durable, souligne l'importance du multilatéralisme et met l'accent

sur la nécessité de la mise en œuvre. Le PMCE va plus loin en soulignant le besoin urgent d'observations coordonnées concernant l'état de la terre.

INITIATIVE MONDIALE DE COLLECTE DE DONNÉES SUR L'ENVIRONNEMENT D'ABU DHABI:

L'AGEDI a été lancé le 2 septembre 2002 au SMDD, en réponse au manque de données environnementales quantifiables, qui risque de gêner l'atteinte du développement durable. En tant qu'initiative de type II, une initiative non négociée à l'appui de la mise en œuvre d'Action 21 et du PMCE, l'AGEDI a également été lancée en réponse aux préoccupations des E.A.U. concernant l'approche et les critères utilisés pour générer l'Index de durabilité environnementale (IDE), produit par le Forum économique mondial en février 2002. Dans cet index les E.A.U. ont été classés au 141^e rang sur 142 pays, avec un IDE de 25,7.

L'AGEDI travaille avec des partenaires, des membres et des parties prenantes du monde entier pour atteindre un futur plus durable grâce à un accès amélioré aux données environnementales et sociales. Se centrant sur l'appui aux pays en développement et aux économies émergentes, le travail actuel de l'AGEDI inclut: de surveiller et de permettre l'accès effectif aux données et d'assurer leur disponibilité à travers les mouvements des réseaux d'informations environnementales et sociales; l'identification des besoins en matière de données; la détermination des stratégies d'accès, d'acquisition et de diffusion des données; la mise en œuvre de projets qui abordent les besoins particuliers en matière de données, d'informations et de connaissances; de permettre et faciliter la participation locale, régionale et mondiale au sein d'un réseau actif de leaders d'opinions et de praticiens et l'appui de ce réseau; et d'assurer le renforcement des compétences et des capacités des pays en développement et des économies émergentes pour soutenir l'accès et l'application des données et de l'information générant le «meilleur impact» pour la prise de décision. Le Sommet Regard sur la terre a été organisé par l'AGEDI pour renforcer les efforts actuels et pour inspirer la recherche de solutions unifiées et globales aux questions qui entravent l'accès aux données.

COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION

ATTENTION AUX ÉCARTS

Le premier jour du Sommet Regard sur la terre (Regard sur la terre 2011 ou le Sommet) a été organisé autour du thème «attention aux écarts». Dans son exposé d'orientation lundi matin, Razan Khalifa Al Mubarak, Secrétaire générale, Agence de l'environnement - Abu Dhabi (EAD), a souhaité la bienvenue aux participants. Elle a décrit l'engagement des Émirats arabes unis (E.A.U.) en faveur de l'information et des données relatives à l'environnement, se reflétant dans l'Initiative mondiale de collecte de données sur l'environnement d'Abu Dhabi (AGEDI), annoncée au Sommet mondial sur le développement durable (SMDD) en 2002. Elle a déclaré que Regard sur la terre 2011 est organisé en tenant compte qu'il est nécessaire que les données sociales et environnementales soient scientifiquement collectées, qu'elles soient accessibles au public, et fassent l'objet de rapport de manière à soutenir la prise de décision. Elle a souligné l'importance particulière que ceci revêt pour les pays en développement, tels que les E.A.U., qui n'ont pas eu, au cours de l'histoire, accès à de telles données.

Cathrine Armour, EAD, a reconnu l'importance de permettre l'accès à l'information environnementale et scientifique, mais a souligné que le fait d'utiliser cette information pour informer

la prise de décision est encore plus important. Notant le travail de William Smith, qui a donné naissance à la cartographie géologique moderne, elle a déclaré que l'idéal d'une économie verte requiert «une nouvelle base, une nouvelle carte d'informations et de données, une nouvelle compréhension de notre monde» qui prévoit «une prise de décision sage et empreinte de compassion».

Jack Dangermond, Directeur général, Institut de recherche sur les systèmes environnementaux (Esri), a parlé du rôle des systèmes géospatiaux dans la compréhension des décideurs politiques et des autres acteurs d'un monde en pleine mutation. Il a signalé leur application dans les domaines du suivi des changements environnementaux, de la gestion des ressources naturelles, et des réponses aux catastrophes naturelles. Tout en reconnaissant l'importance des efforts nationaux visant à créer des infrastructures de données environnementales, il a souligné que de tels efforts doivent être déployés au niveau macro, et qu'une plate-forme de technologies doit être développée pour permettre un partage aussi large que possible de l'information. Selon ses prédictions, des outils intelligents de cartographie s'appuyant sur Internet, et permettant une variété de «mixages» et de liens entre scientifiques, planificateurs, concepteurs et décideurs, sont en phase de «créer un nouveau genre de système nerveux pour notre planète». Il a appelé au développement d'une vision et d'un leadership afin: d'adopter des politiques de partage ouvert; de développer un plan global pour intégrer cette tendance avec d'autres avancées technologiques en cours; de développer de nouvelles normes pour permettre l'interopérabilité des systèmes; et de fournir une gouvernance collaborative dans le cadre des efforts pour faire face «aux grands défis».

Aspasia Camargo, Députée d'État, Rio de Janeiro, Brésil, a souligné que Regard sur la terre 2011 contribuera au succès de Rio+20, qui a pour mission d'améliorer les maigres résultats générés par Action 21. Camargo a mis l'accent sur trois secteurs où l'information environnementale et sociale est indispensable à l'évaluation et à la gestion du développement durable: l'économie verte, l'éradication de la pauvreté et la bonne gouvernance. Elle a invité la Banque mondiale à octroyer des prêts aux initiatives qui promeuvent une information continue, comparable, disponible et fiable. Camargo a indiqué que l'information effective dépend non seulement de la qualité des données, mais également des outils servant à l'élaboration d'hypothèses, de diagnostics, d'interprétations et d'analyse.

Adel Abdel-Kader, Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a présenté l'histoire, la structure et les résultats attendus de Regard sur la terre 2011. Il a indiqué que la vision de Regard sur la terre (RST) consistait à favoriser l'information et la connaissance au service d'une prise de décision et d'une formulation de politiques cohérentes, de façon à relever les défis du développement durable. Il a indiqué que la création de réseaux d'experts internationaux permet de combler l'écart d'information entre les pays développés et en développement, et d'assurer que l'information est accessible aux décideurs à tous les niveaux. Abdel-Kader a décrit ses espoirs concernant Regard sur la terre 2011, incluant: une déclaration de RST; un document présentant un cadre détaillé des résultats à atteindre à la suite du Sommet et des actions de suivi; un ensemble de documents techniques centrés sur les questions identifiées par les groupes de travail; et des propositions concernant des initiatives spéciales et des partenariats pour renforcer les capacités

de pays en développement et des engagements des pays développés donateurs dans les secteurs tels que la sécurité alimentaire et de l'eau, et les réponses aux catastrophes.

Rachel Kyte, Banque mondiale, a appelé lundi après-midi à l'élaboration d'un plan d'action pour gérer la planète, qui inclut l'évaluation des biens naturels, qui investit dans la croissance verte inclusive, et qui favorise des données ouvertes et transparentes pour un développement démocratique. Kyte a fait observer que les 20 années écoulées depuis la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED ou Sommet de la terre) de 1992 ont montré qu'il est possible de réduire la pauvreté, de restaurer et de protéger les écosystèmes, et de générer une croissance extraordinaire. Elle a cependant indiqué qu'un nouveau modèle basé sur la croissance verte, qui mobilise les entreprises privées, plutôt que le développement basé sur l'aide internationale, est nécessaire pour poursuivre les objectifs sociaux, environnementaux et économiques simultanément. Kyte a souligné les changements climatiques et le manque de crédit pour les individus et les entreprises dans les pays en développement en tant qu'obstacles à la croissance verte inclusive, et a indiqué la nécessité de mobiliser toutes les formes de biens et de finances, notamment en soutenant les marchés nationaux de capitaux dans les pays en développement.

John Scanlon, Secrétaire général, Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), a encouragé l'application de mesures pratiques pour faire progresser les principes de haut niveau pour traiter la surexploitation de la biodiversité. Il a indiqué que chaque pays doit s'assurer que son commerce de flore et de faune sauvages soit légal et durable et que sa traçabilité soit garantie, et que ceci requiert: des données actualisées sur tout commerce international de faune et flore sauvages, peu importe l'endroit où il se produit; un accès à une expertise en ligne et au renforcement des capacités; et la capacité d'accéder à et de lier des ensembles de données pour soutenir des politiques cohérentes. Scanlon a identifié un certain nombre de systèmes d'information efficaces développés par la CITES, y compris la délivrance informatisée des permis, les tableaux de données commerciales de la CITES pour visualiser et surveiller le commerce de spécimens d'espèces, et l'Université virtuelle de la CITES pour stimuler l'apprentissage et la formation en ligne.

La plénière de l'après-midi s'est achevée avec un discours de Rob Swan, explorateur polaire, sur le «travail d'équipe: le tout est plus grand que la somme des parties», qui met en exergue le leadership personnel, de prêcher par l'exemple, de montrer un engagement, de poursuivre des rêves même lorsque les autres soutiennent que c'est impossible, d'inspirer les jeunes du monde entier pour qu'ils s'impliquent, et l'importance de soutenir l'inspiration.

PANEL SUR LA COLLABORATION OUVERTE:

Ayesha Yousef Ahmed Husain Al Blooshi, EAD, a présenté le panel sur la «collaboration ouverte», expliquant l'organisation et les travaux des cinq groupes de travail qui ont été convoqués pour identifier et formuler les questions les plus difficiles relatives aux données et à l'information environnementale, et qui se sont réunis pendant les six mois précédant le Sommet. Le panel incluait les Co-présidents des groupes de travail et un modérateur, Abbas Rajabifard, Président, Association mondiale de l'infrastructure de données spatiales (GSDI). Quatre des cinq groupes de travail se sont

réunis entre les sessions plénières, en séances ouvertes, pour discuter des questions clés et pour développer les principaux messages à présenter à la session plénière.

Le Groupe de travail un, portant sur la Politique, la gouvernance et le réseautage institutionnel s'est centré sur la gouvernance des réseaux, les politiques qui encouragent le partage d'informations et la collaboration à travers les frontières sectorielles, les mécanismes de financement associés, et le recours à l'infrastructure de partage de l'information pour préparer les évaluations environnementales intégrées nécessaires au développement durable.

Le Groupe de travail deux, portant sur le Contenu et les besoins des utilisateurs s'est penché sur les besoins particuliers en matière de données et d'information, y compris des questions telles que la qualité et la validité des données, les domaines de contenu communs, la contribution des données de tous les secteurs de la société, et les premières réussites opérationnelles pour démontrer la valeur de la collaboration.

Le Groupe de travail trois sur l'Infrastructure technique s'est concentré sur les normes concernant la collecte, la description et l'organisation des données scientifiques, et le développement et la prestation de divers produits et services. Le groupe a également abordé les métadonnées, les données multi-usages partagées, le renforcement des capacités et le soutien technologique.

Le Groupe de travail quatre, portant sur le Renforcement des capacités, l'éducation et la sensibilisation s'est penché sur les thèmes relatifs à la sensibilisation environnementale de tous types et à tous les niveaux, ainsi que sur le renforcement des capacités. Le groupe a notamment abordé: le transfert des connaissances et des technologies; la gestion de la connaissance; la capacité technologique; et le crowdsourcing.

Le Groupe de travail cinq sur les Exemples d'applications s'est centré sur les exemples d'évaluation des réseaux existants et les technologies pour identifier quelles applications peuvent être mobilisées pour relier les efforts actuels dans différentes régions, de sorte que des engagements quant au partage des données, au contenu et aux normes soient pris. Le groupe a traité de divers thèmes, incluant: identifier et intensifier les partenariats de collaboration entre les réseaux existants; identifier et développer des scénarios à effets rapides; et multiplier et favoriser les bons exemples de réseaux existants.

Rajabifard a invité les Co-présidents des groupes de travail à discuter des objectifs, des réalisations et des résultats émanant des travaux de leurs groupes de travail au cours des six mois précédant le Sommet et pendant le premier jour du Sommet.

Lalanath de Silva, Co-président, Groupe de travail sur la Politique, la gouvernance et le réseautage institutionnel, a rapporté que son groupe a identifié les types de réseaux existants, a déterminé s'ils fonctionnaient selon une approche ascendante ou descendante, et a examiné la structure de leur gouvernance. Il a signalé qu'à l'issue des discussions, un consensus se dégagait sur le besoin de réseaux tant descendants qu'ascendants. Il a signalé les tensions qui ont surgi dans le Groupe de travail entre les groupes axés sur la technologie et ceux défendant les droits, mais a rapporté que le groupe a généralement soutenu l'appel du Brésil pour le lancement, à Rio+20, de négociations sur une convention globale relative à l'application du Principe 10 de la Déclaration de Rio. De Silva a également insisté sur deux

initiatives particulières qui ont fait l'objet de discussions: l'une portant sur un réseau de réseaux; et l'autre sur l'accès universel.

Chris Steenmans, Co-président, Groupe de travail sur les Contenu et besoins des utilisateurs, a indiqué que les membres du Groupe de travail percevaient l'approche fondée sur l'utilisateur comme étant essentielle à l'établissement des systèmes mondiaux d'information sur l'environnement pour relever de nombreux défis, y compris la réduction de la biodiversité, les changements climatiques et la gestion des risques. Il a souligné l'énorme potentiel humain et technologique pour l'innovation, citant la possibilité que chacun soit un acteur dans les systèmes d'information globaux et que 50 milliards de sondes environnementales soient reliées autour du monde d'ici 2020. Steenmans a signalé que le groupe avait identifié trois lacunes empêchant les systèmes d'information de répondre aux besoins des utilisateurs, à savoir: des lacunes techniques et légales dans l'accès à l'information; des lacunes quant aux données; et des lacunes dans les outils permettant le partage des données. Il a indiqué que le Groupe de travail a conclu que ces lacunes pourraient être comblées par: l'établissement d'un réseau mondial de la connaissance environnementale; la création d'incitations pour les institutions et individus afin qu'ils partagent et utilisent collectivement les données; et par la traduction de l'information dans le langage de la prise de décision.

Harlan Onsrud, Co-président, Groupe de travail sur l'Infrastructure technique, a noté que le Groupe de travail s'est entendu sur plusieurs manières de poursuivre le développement technologique, mais a souligné le besoin d'une meilleure gestion des concepts au sein des systèmes pour améliorer le partage de l'information et des connaissances. Il a rapporté que le groupe avait longuement discuté de la façon dont les normes techniques améliorées devraient être accompagnées d'avancées juridiques. Onsrud a également souligné la nécessité d'acquérir des méta-données pour les données générées selon le crowdsourcing, puisque sans compréhension de son contexte et de sa fiabilité, les données recueillies ont peu de valeur. Il a indiqué que le groupe a conclu que pour parvenir à une prise de décision environnementale globale cohérente, il est plus important d'accéder aux données existantes que de développer de nouvelles technologies.

William Sonntag, Co-président, Groupe de travail sur le Renforcement des capacités, a indiqué que le Groupe a noté une tendance grandissante à donner une place aux données géographiques tant dans les processus décisionnels que dans la vie quotidienne. Il a souligné que bon nombre d'organisations participantes auraient pu arriver à Regard sur la terre 2011 «un chapeau à la main», demandant des fonds pour leurs propres projets, au lieu de quoi, elles sont venues avec une compréhension claire de la nécessité d'institutionnaliser la collecte, le traitement et la diffusion à large échelle de l'information. Sonntag a attiré l'attention sur la présentation de l'Initiative d'accès (IA) et la présentation du Secrétariat de la CITES au sujet de leur travail visant à raccorder leur système d'information avec les programmes.

Kate Chapman, la Co-présidente, Groupe de travail sur les Modèles d'applications, a indiqué que le Groupe de travail avait décidé de ne pas suivre le modèle des présentations et sessions de travail au cours de Regard sur la terre 2011,

et s'était concentré, en lieu et place, sur l'identification des technologies et des réseaux existants et émergents qui pourraient être présentés pendant le Sommet.

Le Modérateur du panel, Rajabifard, a demandé aux Co-présidents d'identifier les principales occasions de collaboration. De Silva a souligné l'appel des participants voulant que Rio+20 lance des négociations sur un instrument global juridiquement contraignant sur le Principe 10 de la Déclaration de Rio. Onsrud a demandé de maintenir ouverts les canaux qui avaient été établis en prévision du Sommet de sorte que le dialogue puisse continuer. Il a souligné que le réseau humain est au moins aussi important que les réseaux technologiques impliqués.

Répondant aux questions de la salle, les membres du panel ont déclaré, entre autres, que: les gouvernements, y compris leurs agences responsables des statistiques, auront besoin d'informations substantielles afin d'évaluer la durabilité, particulièrement si Rio+20 donne suite à la suggestion de définir des «objectifs de développement durable» selon le modèle des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD); les systèmes d'information doivent prendre en considération la meilleure façon de favoriser la participation et l'accès à l'information et à la justice pour les femmes et les groupes vulnérables; et un accord international sur l'application du Principe 10 ne suffira pas sans contexte propice à la participation publique et à l'accès public aux données environnementales et à l'information.

D'UN MOMENT À UN MOUVEMENT

Le deuxième jour de Regard sur la terre 2011 était organisé autour du thème «d'un moment à un mouvement». La session plénière a débuté le matin par une performance musicale, relatant un conte traditionnel encourageant la conservation de l'environnement, et une vidéo sur les promesses de révolution engendrée par les données pour améliorer la prise de décisions, dans un monde en pleine mutation. Mohammed Al Madfaei, EAD, a souligné le rôle de Regard sur la terre 2011 dans la promotion des partenariats public-privé qui soutiennent la prise de décision en combinant et actualisant les données environnementales et sociales. Rashid Ahmed Bin Fahad, Ministre de l'environnement et de l'eau, E.A.U., s'exprimant au nom de Sheikh Mansour bin Zayed Al Nahyan, Vice-premier ministre et Ministre des affaires de la présidence, E.A.U., a souhaité plein succès au Sommet dans la production de résultats tangibles qui permettent de faire progresser le développement dans les économies émergentes de la région et dans les pays en développement à travers le monde. Mohamed Ahmed Al Bowardi, Directeur général et membre du Conseil, EAD, a déclaré que Regard sur la terre 2011 était une étape importante en vue de Rio+20 et de la planification à long terme d'un monde à l'aire postpétrolière.

L'ancien Président des États-Unis, Bill Clinton, a fait remarquer, dans son exposé d'orientation à la session plénière, que tout un chacun reconnaît qu'il vit dans un monde interdépendant qui n'est pas soutenable, considérant les modèles actuels de consommation d'énergie et de ressources naturelles. Il a souligné que le monde fait face à la même décision de base que celle à laquelle il fait face depuis la chute du mur de Berlin en 1989: les populations devraient-elles partager leur futur commun d'une manière positive, ne prendre aucune mesure, ou devraient-elles se concentrer sur leurs propres intérêts au détriment des autres? Il a préconisé de prendre le chemin de la responsabilité partagée, de l'action et de la prospérité.

Clinton a fait remarquer que les résultats de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques tenue à Durban, en Afrique du Sud en décembre 2011, auraient peu d'impact si aucun projet concret prouvant que l'action engendre la viabilité environnementale et économique n'est entrepris. Il a concédé que tandis que l'action peut comporter des variantes stratégiques s'agissant des pays en développement ou des pays développés, tous peuvent tirer bénéfice d'actions telles que l'augmentation de l'efficacité énergétique et le recours accru à l'énergie solaire, éolienne et géothermique. Il a proposé que les plus grands obstacles demeurent le financement et l'absence de bons projets de démonstration d'approches viables.

Au cours de la séance de questions qui a suivi, un participant a demandé à Clinton si les villes à croissance rapide dans les pays en développement peuvent être tenues responsables de leurs impacts sur l'environnement, étant donné l'étape développementale à laquelle elles sont parvenues. Clinton a répondu que toutes les villes doivent s'attaquer à leurs émissions de gaz à effet de serre (GES), soulignant qu'étant donné que la moitié de la population mondiale est maintenant urbanisée, les villes sont devenues une source importante d'émissions. Il a mentionné les avenues pratiques pour aborder les émissions, y compris de mettre aux normes les vieux bâtiments, d'exiger certaines normes d'efficacité aux nouveaux bâtiments, de recourir à des sources d'énergie renouvelables, et d'éliminer les sites d'enfouissement par des projets de recyclage, de compostage et de valorisation énergétique des déchets.

En réponse à une question concernant les défis rencontrés par les villes lorsqu'elles mesurent et communiquent les informations concernant leur émission de carbone, Clinton a répondu qu'il y a un certain nombre de problèmes, y compris un manque de capacité pour conduire de telles évaluations et d'en établir le rapport, et un manque de compréhension au sujet de l'importance d'entreprendre cette tâche. Il a émis le souhait que quelques projets initiaux puissent démontrer la viabilité et la valeur de ces évaluations, de sorte que plus de villes entreprennent ce travail.

Un autre participant a demandé des exemples de situations où le manque de données environnementales de qualité a entravé l'atteinte du développement durable. Clinton a répondu qu'il était plus important de reconnaître que le manque de données est souvent utilisé comme une excuse pour ne pas agir. Il était d'avis qu'il n'est absolument pas nécessaire d'obtenir davantage de données pour comprendre l'importance d'améliorer l'efficacité, de réduire les émissions de GES ou du recyclage.

En réponse à la question de savoir si les principaux impacts de plusieurs désastres auraient pu être évités grâce à de meilleures données, Clinton a déclaré que certains impacts sont évitables simplement par de meilleurs systèmes d'alerte précoce. Il a mentionné une étude qui a constaté que si les milieux humides entourant la Nouvelle-Orléans avaient été préservés, l'ouragan Katrina n'aurait probablement pas rompu les digues de protection et 90 % des dommages causés à la ville auraient pu être évités.

L'après-midi, les participants se sont réunis pour entendre des présentations sur différentes solutions pour une plus grande accessibilité aux données. ShaZukang, Sous-secrétaire général des Nations Unies aux affaires sociales et économiques et Secrétaire général de Rio+20, a signalé la nécessité de relever les défis concernant la meilleure façon d'utiliser les données pour l'environnement et le développement durable. Il

a souligné que les données opportunes et précises contribuent aux initiatives de surveillance et d'évaluation qui peuvent, à leur tour, mieux informer les décideurs politiques et les intervenants, contribuant ainsi au succès du développement durable. Tout en décrivant un certain nombre d'initiatives des Nations Unies ayant recours au Système d'information géographique (SIG), il a appelé à l'augmentation des évaluations intégrées, ainsi qu'à mettre les données à la libre disposition, dans des formats utilisables.

Achim Steiner, Directeur exécutif, PNUE, présentant l'objectif de RST, a dit que bien qu'il y ait beaucoup de réseaux et d'efforts actuels pour collecter des données, il reste beaucoup à apprendre sur la terre et sur la façon dont les humains contrôlent ses systèmes. Il a souligné le besoin d'augmenter la vitesse avec laquelle les données sont collectées, rassemblées, et disséminées, et a souligné qu'avec l'arrivée des téléphones portables, la science citoyenne est plus facilement accessible et devrait être utilisée.

Monique Barbout, Directrice générale et Présidente, Fonds pour l'environnement mondial (FEM), soulignant la nécessité de faire passer l'économie verte d'un concept abstrait à une réalité concrète, a souligné les efforts du FEM pour établir des systèmes d'information pour gérer les ressources naturelles et combler les écarts technologiques et éducatifs entre le monde développé et en développement. Elle a indiqué que la plupart des projets du FEM allouent 10 % de leur budget aux matériels informatiques, aux SIG et aux logiciels de télédétection, et à la formation des experts. Elle a décrit divers investissements du FEM dans des systèmes d'information liés, entre autres, à la protection du littoral contre les effets du climat en Tanzanie, à la formation de techniciens dans les pays du bassin du Congo pour utiliser des SIG peu coûteux et faits sur mesure et les systèmes de télédétection, et la promotion des moyens de subsistance et des écosystèmes du désert dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MOAN).

Rashid Ahmed Bin Fahad a affirmé la nécessité d'enrayer la dégradation environnementale provoquée par le développement massif, déclarant que cette dégradation était due, en partie, au manque de données. Il a fait référence à de nombreux efforts des E.A.U. de mobiliser les données pour une gestion environnementale améliorée, y compris l'AGEDI et Al Basama Al Beeiya (Initiative pour l'empreinte écologique) en collaboration avec le Réseau mondial de l'empreinte écologique.

Hernando de Soto, Institut pour la liberté et la démocratie, Pérou, a parlé de la façon dont la recherche de l'Institut sur l'histoire du marchand ambulant tunisien dont l'immolation a déclenché le «printemps arabe» illustre l'importance de documenter et de formaliser les droits et la propriété pour les pauvres, les classes entrepreneuriales extralégales ou «informelles» présentes en grands nombres à travers la région du MOAN. Il a proposé que le décompte, la cartographie et l'illustration des chiffres et des barrières impliqués permettent d'identifier les manières par lesquelles les gouvernements pourraient aborder et répondre aux aspirations des quelques 180 millions d'Arabes composant cette classe défavorisée.

Mark Plotkin, Président, Amazon Conservation Team, a parlé de ses expériences de combinaison de la «sagesse des anciens» des communautés autochtones avec la technologie moderne aux fins de cartographier la forêt tropicale amazonienne. Il a discuté de la façon dont son organisation a formé les communautés autochtones pour cartographier les 10 millions d'acres composant le parc national dans lequel ces communautés habitent dans l'État brésilien d'Amapá. Il a préconisé l'initiation

de davantage de projets de ce type, notant que ces communautés devraient également surveiller les terres en ce qui concerne les changements environnementaux et les activités illégales les affectant.

Rebecca Moore, Fondatrice, Google EarthOutreach, a présenté trois initiatives de l'organisation: Google EarthEngine; Google EarthBuilder; et Google pour Android. Elle a indiqué qu'à travers ces initiatives, Google vise à aborder les problèmes provoqués par la vaste quantité de données disponibles telles que l'interopérabilité, les conditions de stockage des données et l'augmentation des besoins en matière de capacité de traitement, ainsi que les capacités technologiques diverses, en fournissant un accès accru aux données et un espace pour que les données soient analysées rapidement et efficacement. Elle a également souligné que plusieurs des projets entrepris dans le cadre des initiatives sont motivés par les besoins des utilisateurs.

Le Chef AlmirSurui, chef autochtone de la région de l'Amazone, a présenté une explication de la façon dont son territoire est géré dans le bassin de l'Amazone. Il a déploré qu'à cause de la réduction du territoire provoquée par le déboisement, la population de sa tribu avait nettement diminué, menant à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan de 50 ans régissant le développement économique et durable du territoire, en collaboration avec d'autres dirigeants de la région. Il a signalé qu'un équilibre doit être atteint entre la conservation de la forêt et les bénéfices économiques qu'elle peut engendrer.

Gilberto Câmara, Directeur général, Institut national pour la recherche spatiale, Brésil, a décrit comment le fait de rendre publique l'information sur l'environnement aide à la surveillance de l'extraction illégale des ressources et à instaurer la transparence d'une façon qui se traduit en résultats mesurables. Il a donné l'exemple du déclin de 23 % de la déforestation au Brésil dû en grande partie à l'amélioration de la surveillance et à l'application de la loi depuis 2004.

Jack Dangermond a souligné que le partage et la prise de données doivent être intégrés à des outils pour créer un monde meilleur. Il a présenté deux de ces outils: le géo-design et les produits de la géo-information. Dangermond a expliqué que le géo-design est un processus systématique de mesure, de modélisation et d'interprétation qui traduit les données brutes en outil pour travailler avec la réalité itérative et pas à pas des projets sur le terrain. Il a décrit les produits de la géo-information comme un outil qui facilite le géo-design en stimulant la compréhension et en soutenant l'action. Dangermond a indiqué que les bons produits de la géo-information présentent les données au moment opportun, communiquent des connaissances importantes, illustrent le changement dans le temps, et permettent de visualiser clairement les relations complexes.

Jane Goodall, Institut Jane Goodall, a raconté qu'elle avait compris que, la protection des animaux rendait également indispensable l'aide aux communautés humaines vivant autour des habitats des animaux. Elle a présenté le chef des sciences de la conservation de l'Institut, Shadrack Kamenya, qui a expliqué la manière dont la télédétection de haute résolution a été utilisée non seulement pour documenter la réduction des habitats, mais également pour aider les communautés humaines à planifier l'utilisation de la terre et à concevoir des plans d'action de conservation qui protègent les animaux et améliorent la qualité de vie humaine. Goodall a indiqué que ces expériences pourraient être reproduites n'importe où dans le monde, et a encouragé un engagement accru de la jeunesse dans la protection et la conception de leur futur.

Rand Knight, Critigen, a relevé le contraste entre la sagesse commune relative à la meilleure façon de provoquer des changements environnementaux juste après le Sommet de la terre de 1992 et aujourd'hui. Il a argué du fait que tandis que dans le passé, la sagesse commune soutenait que des années de formation spécialisée et de travail persuasif pour acquérir «l'adhésion» de toutes les parties étaient requises pour induire une action concernant un problème environnemental, ce n'est maintenant plus nécessaire puisque par la «science citoyenne» les gens sont habilités, grâce aux outils de leurs téléphones intelligents, qui les instruisent et les impliquent activement dans la surveillance et la revendication des actions. Il a appelé à l'utilisation de la technologie et des outils qui existent déjà plutôt que d'attendre la création de nouvelles technologies et de nouveaux outils.

Jacqueline McGlade, Directrice exécutive, Agence européenne pour l'environnement (AEE), a présenté un film sur les menaces que posent les changements climatiques pour la sécurité alimentaire et a souligné l'importance du réseau RST dans le libre accès aux données. Elle a indiqué que le réseau RST, qui a été conjointement développé par l'AEE, l'Esri et Microsoft, est un service en ligne qui rend possible, par le biais d'une voie bidirectionnelle, le partage des bonnes pratiques entre les différentes communautés scientifiques, afin d'atteindre un développement durable réussi. Elle a déclaré que cette initiative permet d'accéder à une gamme d'ensembles de données à travers différents réseaux, qui sont soumis par les utilisateurs de la plate-forme, soulignant que les utilisateurs peuvent, par l'intermédiaire des outils de la cartographie en ligne, avoir recours aux données afin de créer des «couches» additionnelles pour, entre autres, analyser le développement social, les facteurs économiques, le transport et l'utilisation de la terre. Elle a noté que le réseau RST s'appuie sur les utilisateurs de tous horizons, avec l'espoir que la collaboration et la soumission en ligne de données et d'observations aideront à combler les lacunes fondamentales en matière de données et à obtenir des informations grâce au crowdsourcing, incluant à partir de la science citoyenne, des connaissances autochtones et de l'expertise non spécialiste.

Susan Hockfield, Présidente, Institut des technologies du Massachusetts, a signalé le besoin d'une approche multidisciplinaire pour permettre des pratiques durables en matière de consommation et de production et d'aborder la croissance des émissions de GES. Elle a souligné le besoin d'avancées technologiques rapides qui influenceront les politiques, tout en suggérant que tant les scientifiques que les ingénieurs peuvent y contribuer.

Dennis Garrity, Directeur général, Centre mondial de l'agroforesterie, a indiqué que le plus grand fléau à l'intégrité de la communauté globale est la persistance de la faim dans un monde en pleine prospérité. Il a démontré que la faim en zone rurale peut être enrayerée à peu de frais en aidant les agriculteurs de petite échelle à restaurer leur terre grâce à l'agroforesterie. Il a invité les participants à contribuer à multiplier l'agroforesterie en Asie et en Afrique, en soutenant le mouvement Evergreen Agriculture et en lançant une nouvelle alliance des utilisateurs et fournisseurs de données et connaissances spatiales.

Abdulkarim Al Raeisi, Programme d'infrastructure des données spatiales d'Abu Dhabi (ADSDI), a décrit le succès de l'ADSDI dans la promotion d'une «mentalité spatiale» intégrée et complète à travers les secteurs à Abu Dhabi grâce à un portail géospatial et à d'autres initiatives.

MARQUER UN CHANGEMENT

Le troisième jour de Regard sur la terre 2011 a été organisé mercredi autour du thème «marquer un changement» et a comporté des sessions plénières, incluant un certain nombre d'exposés des principaux présentateurs, ainsi que sept panels de discussions sur les principaux domaines thématiques tels que les océans, le financement, la sécurité de l'eau et les «villes novatrices». Julia Marton-Lefèvre, Directrice générale, Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), et Russell Mittermeier, Président, Conservation internationale ont ouvert la séance plénière du matin, en présentant une vue d'ensemble du programme du jour.

Stephen Emmott, Microsoft, a indiqué que des données exploitables, plutôt que davantage de partage de données, sont nécessaires pour s'attaquer à l'extinction des espèces, les pandémies mondiales, l'effondrement des écosystèmes et d'autres problèmes planétaires pressants. Il a déclaré que les données exploitables seront dérivées d'un nouveau genre de science précise, prédictive et défendable des systèmes naturels complexes, et a cité, à titre d'exemples, les modèles Antibes et Mandingley de Microsoft.

Le photographe Yann Arthus-Bertrand a parlé de la façon dont il emploie la photographie aérienne pour modifier la perspective de tout un chacun sur la planète, ses écosystèmes, et l'impact de l'humanité sur la terre et ses habitants. Il a présenté une partie de son film libre de droits d'auteurs «Home», destiné à enseigner aux gens à respecter «cette œuvre d'art sur laquelle nous vivons». Il a également présenté une vidéo de son dernier projet «6 milliards d'autres», dans lequel il interviewe des personnes tout autour du monde au sujet de leurs aspirations et perspectives.

Henry Puna, Premier ministre des îles Cook, a annoncé, tout en s'adressant aux participants sur l'importance de l'océan pour les Petits États insulaires en développement (PEID), la création d'un des plus grands parcs marins du monde. Il a déclaré que la création du parc a été conduite sans données suffisantes et a déploré que son comité de direction, lors des premières études des données de surveillance du parc, ait découvert une insuffisance de données, en particulier concernant les questions et les informations intersectorielles au-delà de l'information sur la pêche, l'environnement et la pollution. Il a appelé à ce que ces lacunes soient comblées, a instamment prié que les données soient librement accessibles et a demandé que la technologie nécessaire à l'usage des données soit accessible.

Malcolm Johnson, Chef de la normalisation, Union Internationale des Télécommunications (UIT), a décrit l'objectif de l'UIT consistant à faire en sorte que les avantages des technologies de l'information et des communications (TIC) atteignent le monde et à favoriser activement l'utilisation des TIC pour aborder les défis environnementaux. Il a indiqué que les TIC peuvent aider à accéder aux données et à l'information environnementales et à élargir leurs utilisations, à engager les citoyens dans la protection de l'environnement et à accélérer l'innovation. Il a noté que sur le chemin menant à Rio+20, les données assureront une prise de décision éclairée pour un futur durable et a prédit que les communications globales grâce aux TIC seront fondamentales pour relever les défis du développement durable.

OCÉANS ET CARBONE BLEU: Sylvia Earle, National Geographic, a ouvert le matin, le panel sur les océans et le carbone bleu et a identifié le carbone bleu stocké dans les écosystèmes côtiers et marins comme une composante

fondamentale, mais sous appréciée du cycle global du carbone. Elle a indiqué que Regard sur la terre 2011 souligne la nécessité de collecter, organiser et disséminer les données pour tenir compte du carbone bleu dans la prise de décision. Elle a également souligné la responsabilité morale des humains face au futur et à toutes les créatures de la terre, déclarant qu'il est impératif d'éliminer les méthodes d'extraction massive de la faune des océans.

Modéré par Philippe Cousteau Jr., EarthEcho International, le panel a discuté de: l'importance du carbone bleu et des océans dans la perspective des PEID; de la science et de l'économie dans l'évaluation des mangroves, des marais salants et d'autres systèmes océaniques; et des projets de préservation du carbone bleu réussis. Rolph Payet, Président, Université des Seychelles et Conseiller spécial du Président des Seychelles, a indiqué que pour les PEID, les océans et leurs ressources sont inextricablement liés à la vie quotidienne des habitants des îles. Il a fait remarquer que tout stress ou changement imposé aux océans et au climat est ainsi évident pour eux.

Peter Prokosch, Directeur général, UNEP/GRID-Arendal, a salué l'inclusion de carbone bleu dans le langage courant. Citant l'exemple de la Mer des Wadden, un secteur qui était perçu comme potentiellement approprié pour l'agriculture si acquis à la mer, mais qui est maintenant en partie protégé, il a appelé à mettre un terme aux acquisitions de terres sur le littoral. Thabit Abdel Salaam, EAD, a mis l'accent sur un projet conduit aux E.A.U. qui visait à replanter des mangroves, notant que l'aire couverte de mangroves a augmenté en conséquence du projet. Il a indiqué que ce succès était en partie dû à un partenariat réussi avec le gouvernement, qui a été établi sur la base de données scientifiques solides.

Beatrix Schmuelling, institut Masdar, a suggéré que les intervenants examinent les outils et les mécanismes disponibles pour conserver les océans, tels que le mécanisme de développement propre, qui est une méthode pour obtenir une source alternative de revenu pour les communautés tributaires des océans. Tous les membres du panel ont convenu que la participation des communautés est essentielle, Carl Lundin, UICN, signalant que bien qu'il y ait encore plus à comprendre, la résilience sociale doit être assurée. Pour conclure, Earle a souligné le besoin d'augmenter les zones couvertes par des aires protégées marines, mettant l'accent sur l'interconnectivité de tous les écosystèmes naturels de la planète.

GESTION DES CATASTROPHES: RÉSILIENCE, ATTÉNUATION, RÉPONSE ET RÉCUPÉRATION: Lelei LeLaulu, Président, Fondation pour les peuples du Pacifique Sud, a modéré ce panel. Il a décrit le potentiel de «marier» la connaissance traditionnelle avec la technologie moderne pour mieux faire face aux catastrophes naturelles. Helena Molin Valdés, Directrice adjointe, Stratégie internationale de prévention des catastrophes naturelles des Nations Unies, a indiqué que la durabilité urbaine ne peut être assurée que si la résilience aux catastrophes naturelles devient centrale à la planification et au développement urbain. Elle a signalé que les villes résilientes s'appuient sur des données de qualité pour l'évaluation et la planification des risques et des réponses qui y sont apportées, qui doivent être ancrées dans la connaissance des secteurs spécifiques tenus par les communautés locales. Elle a invité le Sommet à encourager les initiatives qui travaillent de pair avec les gouvernements locaux et les communautés pour développer des outils d'information pour améliorer les domaines tels que l'évaluation des risques et les études basées sur les expériences des différentes villes.

Milen Dyoulgerov, Dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de relèvement (GFDRR), a indiqué qu'un des défis concernant la réponse aux catastrophes est de

renforcer la capacité à absorber et à accéder à l'information et à la transformer en directive pour répondre aux catastrophes. Il a également appelé à permettre aux décideurs politiques aux niveaux national et local d'accéder aux outils présentés pendant le Sommet. Juliana Rotich, Ushahidi, a indiqué, tout en présentant une vue d'ensemble du travail de son organisation, qu'Ushahidi est conçu pour compléter les systèmes de première réponse tels que la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge et contribue à trier l'information contenue dans le «bruit». Matthias Schmale, Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, a noté un besoin de changements comportementaux, notamment des décideurs politiques afin qu'ils tiennent compte des avertissements et agissent pour atténuer les effets des désastres.

Molin Valdés a déploré que les connaissances traditionnelles ne soient toujours pas suffisamment intégrées dans l'atténuation des risques de catastrophes. Elle a indiqué qu'un changement des mentalités est nécessaire pour respecter, apprendre des, adapter et adopter les connaissances traditionnelles en tant que science. Elle a également signalé l'importance d'accéder aux et d'analyser les données en vue de la planification du développement et du développement durable, en particulier dans la perspective de Rio+20. Dyoulgerov a appelé à un focus sur les «technologies significatives» qui peuvent être employées aux niveaux local et national.

Les membres du panel ont mis en exergue les solutions locales à la réduction des risques de catastrophes et la réponse de secours, Rotich indiquant que des fonds devraient être investis dans les infrastructures des organisations et les questions relatives à l'environnement qui ne sont traditionnellement pas le centre d'intérêt. Elle a souligné que la population mondiale doit comprendre son impact sur l'environnement et les réponses possibles des communautés locales.

FINANCEMENT DU FUTUR: David Jhirad, Université John Hopkins, a modéré ce panel mercredi matin. Le panel s'est concentré sur les innovations intégrant les finances, la gouvernance et la technologie pour le développement durable des infrastructures. Les membres du panel ont discuté des cas réussis de partenariat public-privé, en notant le potentiel de ces stratégies pour mobiliser les capitaux privés en vue de développer des infrastructures qui créent des emplois, favorisent la stabilité sociale, réduisent les émissions de carbone et favorisent d'autres objectifs du développement.

Warren Evans, Banque mondiale, a souligné les Fonds pour les technologies propres et le Programme de développement des centrales solaires à concentration au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Marcelo de Andrade, Earth Capital Partners, a décrit un projet hydro-électrique de 7 milliards de dollars qui a pourvu au bien-être de 20 000 familles déplacées en tant qu'élément d'un plan participatif de 50 ans, qui rassemblait des banques de développement et d'investissements à travers des mécanismes financiers innovateurs. Karim Allaoui, Banque islamique de développement, a souligné le succès que la Banque a connu en créant de nouveaux modèles pour la coopération Sud-Sud et en tissant de nouveaux types de partenariats avec des intermédiaires financiers pour fournir des services au niveau des ménages. Une session de questions avec les participants a permis de souligner la corruption et le manque de participation publique en tant que barrières à la mise des capitaux d'investissement au service du développement. De Andrade a indiqué que la transparence, une forte gouvernance et l'autonomisation des communautés sont déterminantes pour la gestion des investissements à grande échelle dans les infrastructures, et Evans a souligné la nécessité d'adhérer au financement basé sur la performance. Allaoui a indiqué

que la volonté politique et le consensus sont clés, et a mis en garde contre une dépendance excessive envers les instruments financiers complexes qui traitent l'argent comme des produits.

VILLES NOVATRICES: CONÇUES POUR LA RÉSILIENCE ET LE CHANGEMENT: Jan Hartke, Fondation Clinton, a modéré le panel de mercredi après-midi, qui a examiné la façon dont les technologies géospatiales sont utilisées dans l'urbanisme, en particulier les efforts pour rendre les villes plus résilientes aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles. Naeema Al Zarouni, Conseil d'urbanisme d'Abu Dhabi, a expliqué comment les données géospatiales sont utilisées pour planifier la croissance d'Abu Dhabi jusqu'en 2030, et pour mesurer ses succès dans l'atteinte des objectifs de durabilité. Elle a souligné que le Conseil développe des indicateurs pour mesurer la durabilité environnementale, sociale, économique et culturelle. Elle a également décrit le système d'estimation Pearl employé pour évaluer les bâtiments et le système de cartographie géospatiale CitySense utilisé dans les décisions relatives à la planification urbaine.

Michael Bloomberg, Maire, Ville de New York, É.-U., s'adressant au Sommet par le biais d'une vidéo, a décrit les efforts de sa ville pour réduire la consommation d'énergie et les émissions de GES, principalement par la mise aux normes des bâtiments, et pour mesurer et rendre compte des progrès. Il a également noté, en tant que Président du C40 CitiesClimate Leadership Group, le récent rapport sur les émissions de carbone des villes composant C40.

Richard Fedrizzi, Président, Conseil mondial des bâtiments verts, a discuté de la façon dont la certification des bâtiments verts et la mise aux normes des bâtiments afin de les rendre plus efficaces en termes d'énergie et d'eau, est en phase d'être largement acceptée autour du monde, avec 89 pays ayant développé des conseils pour les bâtiments verts et 40 % de certifications du Leadership en matière de conception énergétique et environnementale (LEED) de l'extérieur des É.-U. Il a signalé la création d'un Partenariat destiné à renforcer la performance pour fournir des «fiches de rendement» concernant l'énergie utilisée dans les bâtiments certifiés LEED, et une nouvelle application d'iPhone qui permet aux utilisateurs de vérifier la performance des bâtiments. Susanne Salz, ICLEI - Gouvernements locaux pour la durabilité, a parlé des efforts d'ICLEI depuis 2002 pour inciter les villes à évaluer et à améliorer leur résilience, avec un accent récent sur les bâtiments résilients et les systèmes logistiques. Aspasia Camargo a présenté un compte rendu sur la façon dont Rio de Janeiro essaye d'aborder la réponse aux catastrophes et d'améliorer la résilience de la ville. Elle a souligné qu'une grande quantité de données environnementales, sociales et économiques sont nécessaires pour construire des villes résilientes. En réponse à une question du modérateur au sujet de la signification du Sommet, Fedrizzi a exprimé l'espoir qu'il deviendra une occasion récurrente permettant aux leaders d'opinion de haut niveau de se réunir, mais a mis en garde contre l'«information pour l'intérêt de l'information», soulignant qu'il était plus important de produire de l'information apte à nourrir et inspirer l'action.

SÉCURITÉ DE L'EAU: SAVOIR CE QUE NOUS DEVONS SAVOIR: Najib Saab, Secrétaire général, Forum arabe pour l'environnement et le développement, modérant le panel, a parlé de l'offre et la demande de l'eau, la localisation des agences internationales, les systèmes d'information, les similitudes et différences entre le Moyen-Orient et les autres régions, les mérites de la législation versus la sensibilisation, la fragmentation institutionnelle et les défis particuliers auxquels font face les E.A.U.

Mohamed Al Madfaie, EAD, a défini la «sécurité de l'eau» comme le fait de bénéficier d'une quantité et d'une qualité suffisante d'eau pour les moyens de subsistance et a souligné son importance, déclarant que c'est une priorité sociétale. Il a mis en exergue qu'actuellement, la sécurité de l'eau est plus importante pour les E.A.U. que le pétrole. Il a présenté un aperçu de l'importance des données pour la sécurité de l'eau, signalant que les partenariats dans la région du MOAN permettent le partage et la collaboration relatifs aux données, la modélisation et la prédiction. Il a signalé le besoin de considérer la sécurité de l'eau et la variabilité de l'eau dans l'espace et le temps, et a conclu en soulignant les liens entre la sécurité alimentaire et de l'eau et de l'énergie, suggérant qu'elles doivent être traitées d'une façon holistique.

Asma El Kasmi, Directrice, Académie arabe de l'eau, a déclaré que la planification de l'eau doit englober les innovations politique et institutionnelle à travers les secteurs et les frontières nationales, citant les programmes de l'Académie portant sur la diplomatie relative à l'eau et la formation de professionnels supérieurs de l'eau comme exemples.

Saab a indiqué que le PNUE et les autres agences internationales ne devraient pas hésiter à critiquer les politiques nationales inadéquates, alors que Mick Wilson, PNUE, soulignait qu'ils peuvent aider à la collecte et à la surveillance des données, mais doivent respecter les nations face auxquelles ils sont responsables. Wilson a ajouté que le PNUE peut faciliter l'examen du public en aidant les citoyens à utiliser et à comprendre les données, et qu'il peut encourager les pays à échanger des données à l'échelle internationale, par exemple, en invitant l'Australie et le Moyen-Orient à partager des données à travers le Programme de l'eau du Système de surveillance mondiale de l'environnement (GEMS) des Nations Unies.

Mohamed Dawood, EAD, a déclaré que l'accent porté sur l'offre au cours des 20 dernières années doit être complété par un accent sur la demande, incluant les défis tels que le financement de la distribution de l'eau traitée aux terres agricoles éloignées, et le passage à l'aménagement paysager sec. Al Madfaie a cité le premier rapport sur l'État de l'environnement d'Abu Dhabi, le premier dans la région, comme exemple d'encouragement de l'apprentissage, de la sensibilisation et de l'échange des indicateurs clés entre les pays.

RÉSEAU DE RÉSEAUX: AU-DELÀ DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION: Harlen Onsrud a modéré le panel de mercredi après-midi. José Achache, Directeur, Groupe sur l'observation de la terre (GEO), a noté que la vision du SMDD était de créer un monde où les décisions et les actions sont informées par des observations coordonnées, complètes et soutenues de la terre. Il a noté que bien que la capacité d'observer les systèmes de la terre existe, les réseaux d'observation opèrent sur différentes plates-formes et ne peuvent ainsi «communiquer» entre eux. Il a indiqué que GEO peut aborder ce problème en offrant une plate-forme qui peut accéder à ces différents systèmes et communiquer avec chacun d'entre eux. Attendant avec intérêt Rio+20, il a souligné la vision de prolonger GEO en créant un réseau de réseaux qui, par exemple, inclura le travail des ONG, qui jamais n'a été inclus avant.

Eric van Praag, Information géospatiale intégrée pour l'Amérique du Sud (GéoSUR), a décrit l'évolution de GéoSUR. Il a déclaré que GéoSUR a publié un rapport sur les enseignements tirés et envisage de répliquer son expérience ailleurs dans le monde. Steven Ramage, Open Geospatial Consortium, a présenté une vue d'ensemble de son organisation et a souligné que la clé pour établir un réseau de réseaux est de comprendre le comportement organisationnel et de définir les

incitations permettant de réunir les personnes pour travailler et partager. Alessandro Annoni, Centre conjoint de recherche, Commission européenne, a parlé du développement du Programme de l'infrastructure pour l'information géographique en Europe (INSPIRE), soulignant qu'il est différent des autres réseaux parce qu'il est fondé sur un cadre juridique, établi selon un modèle ouvert et inclusif, chapeautant 27 infrastructures nationales très différentes de données.

Répondant à une question d'Onsrud sur les défis rencontrés lors de l'établissement d'un réseau de réseaux, Achache a énuméré l'interopérabilité, les normes et les formats, la réconciliation de différentes politiques nationales relatives aux données, la production des données en temps utile pour les utilisateurs, le renforcement des capacités, et la sémantique, c.-à-d., assurer que peu importe la façon dont une question est posée, elle est comprise par le système, et la réponse appropriée est fournie. Ramage a mentionné l'écart de communication entre les techniciens produisant des données et les utilisateurs. Annoni a noté que quand INSPIRE a débuté, ils pensaient que l'interopérabilité serait le plus grand défi, ils ont pourtant remarqué que la réconciliation des données de 27 politiques nationales fut plus difficile. Van Praag a expliqué que puisque GéoSUR n'a pas de mandat légal comme INSPIRE, des incitations devraient être mises au point pour impliquer les agences. Il a également précisé qu'en Amérique latine, la disponibilité et la fiabilité du matériel peuvent être un problème, et que GéoSUR propose donc l'utilisation de services informatiques hébergés concernant les services géospatiaux de libre source.

DISCUSSION hypothétique avec Geoffrey Robertson

QC: Geoffrey Robertson QC a modéré une discussion «hypothétique» faisant participer 14 participants principaux de RST, incluant Sylvia Earle, Julia Marton-Lefèvre, Jacqueline McGlade, Razan Khalifa Al Mubarak, Henry Puna, et John Scanlon. Robertson a guidé les participants par un jeu de rôle créatif, où chacun a représenté un genre différent d'acteur social dans une petite nation insulaire fictive luttant pour équilibrer les complexes et souvent imprévisibles compromis inhérents à la conservation et au développement. Le jeu de rôle a engendré des dilemmes entre les espèces menacées et le traitement pour le cancer, l'incertitude scientifique et les revendications visant l'action, les valeurs spirituelles et les bénéfices de l'exploitation minière, et la souveraineté nationale et les pandémies mondiales. Les personnages ont jonglé avec les diverses perspectives gouvernementales, civiques, des affaires, des médias et scientifiques en jeu, trouvant des occasions de forger des alliances inattendues, toujours dans un contexte d'information insuffisante. Robertson a récapitulé le jeu de rôle en faisant référence à la tragédie des biens communs, dans laquelle les divers dilemmes auxquels sont confrontés les habitants de cette île fictive se substituaient à d'autres problèmes urgents comme les changements climatiques, illustrant le besoin d'une meilleure information et de la possibilité d'agir ensemble pour le bien commun.

CONCRÉTISER UNE VISION

Le dernier jour de Regard sur la terre 2011 s'est déroulé jeudi sous le thème «concrétiser une vision» et a comporté des plénières incluant un certain nombre d'exposés des principaux intervenants pour conclure le Sommet, pour annoncer les cinq Initiatives thématiques spéciales et les trois Initiatives spéciales de fond, et déterminer la voie à suivre. S'adressant à la session plénière le matin, Fred Moavenzadeh, Président, Institut Masdar, a expliqué les origines de l'institut. Il a déclaré que Masdar adopte une approche holistique et multidimensionnelle dans sa mission pour aider à développer les technologies

nécessaires pour réduire l'impact des changements climatiques, en tenant compte de la nécessité de favoriser les capitaux financier, humain et intellectuel y afférents, et en se centrant sur la stimulation de la création de marchés. Il a comparé le rôle de catalyseur de Masdar à celui de l'Agence aéronautique et spatiale nationale (NASA) pendant la course à l'espace, créant sa propre chaîne de valeurs. Il a discuté des efforts de sensibilisation de Masdar, ses liens avec les universités, et son rôle dans le Réseau Union européenne - Conseil de coopération du Golfe sur l'énergie propre. Il a souligné que cette collaboration et ce partage d'informations sont importants pour Masdar puisque sa mission est de compléter, et non de dupliquer le travail conduit ailleurs.

Julia Marton-Lefèvre, Directrice générale, UICN, a discuté de ce qui est connu au sujet du «catalogue de la vie» et de ses lacunes. Elle a souligné que même avec ces lacunes, on sait qu'un mammifère sur quatre, deux amphibiens sur cinq et un oiseau sur huit sont menacés. Elle a souligné que si l'état de la planète doit être amélioré, le meilleur diagnostic possible est nécessaire. Elle a indiqué qu'un investissement de seulement 60 millions de dollars transformera la Liste rouge des espèces menacées en un réel baromètre de la vie sur terre. Elle a terminé en insistant sur le fait que des façons d'utiliser les nouveaux médias pour communiquer les diverses menaces pour la biodiversité doivent être imaginées, et qu'il n'est pas nécessaire de détenir une parfaite connaissance concernant les espèces de la planète avant d'agir puisque les données disponibles indiquent déjà que des mesures devraient être prises.

Mathis Wackernagel, Président, Réseau mondial de l'empreinte écologique, a souligné qu'un dénominateur commun des nombreuses dimensions du déclin de l'environnement mondial est que les humains demandent plus à la planète que ce qu'elle peut générer. Il a expliqué que les solutions holistiques doivent commencer par deux questions: quelle est la capacité biologique de la terre? et quelle proportion de la capacité biologique de la terre les humains utilisent-ils? Il a décrit l'empreinte écologique comme un puissant outil de comptabilisation pour répondre à ces questions, et qu'elle indique que le capital naturel diminue globalement parce que l'humain utilise approximativement 50 % plus de ressources terrestres que ce que la planète peut régénérer tous les ans. Wackernagel a lié la perte du capital naturel aux déclin de la compétitivité nationale, qualifiant ce capital de seule devise sauvegardée dans la dure réalité.

Maher Chebbo, Systèmes, applications, et produits de l'informatique (SAP), a présenté les initiatives de grilles intelligentes qui transforment un produit énergétique en flux optimisé et contrôlé comme le trafic. Chebbo a expliqué comment la grille intelligente facilite l'optimisation de l'utilisation intelligente de l'énergie en reliant les citoyens, les dispositifs et les analyses avancés qui facilitent les décisions en temps réel. Il a décrit un certain nombre d'efforts qui font de l'optimisation de l'énergie une réalité, y compris le projet allemand de démonstration de grille intelligente E-Énergie de 140 millions d'Euros et l'initiative du véhicule électrique vert eMotion de l'Union européenne.

Ed Parsons, Google, s'est fixé le défi de susciter l'émotion humaine, dans le but de produire un réel changement, par l'élaboration d'histoires touchantes à partir de la vaste quantité de données qui existent actuellement. Il a indiqué que les données réduites en cartes, les figures et les graphiques, bien qu'importants, ne parviennent pas à motiver des changements de comportement humain et de croyance humaine. Parsons a cité le milliard de personnes qui ont téléchargé Google Earth comme une évidence que la géo-instruction est plus importante

que jamais, mais a également indiqué que le moyen d'exploiter cette puissante capacité demeure une question ouverte. Parsons a partagé avec l'auditoire les projets de Google entrepris à la suite des catastrophes à Haïti et au Japon, illustrant la possibilité que les données spatiales transmettent des récits émotifs.

Lalanath de Silva a décrit les menaces actuelles telles que les changements climatiques et l'effondrement financier comme étant plus complexes et insidieuses que les périls de la guerre froide, demandant pourquoi ils demeurent déconcertants en dépit de la puissance de l'information et de la technologie modernes. Il a suggéré que les partenariats entre les entreprises, les personnes et les sociétés puissent se forger un chemin dans ce monde complexe. De Silva a indiqué que les partenariats réussis adhèrent à trois vieux principes testés et fiables: la transparence, la participation et la responsabilité. Il a imploré les participants: de faire progresser ces principes de partenariats en joignant l'Initiative d'accès; de soutenir l'appel du Brésil pour une Convention mondiale sur le Principe 10; de soutenir le Plan stratégique de Bali pour l'appui technologique et le renforcement des capacités; et d'appuyer l'idée d'octroyer au PNUE un mandat fort pour contribuer à mettre en œuvre le Principe 10 autour du monde.

Teuea Toatu, Directeur exécutif, Fonds pour la conservation de l'Aire protégée des îles Phoenix (PIPA), Kiribati, a fait la lecture d'un rapport du Président du Kiribati, Anonte Tong, discutant de la menace des changements climatiques pour sa petite nation insulaire du Pacifique et de sa consternation du fait que même avec toutes les données et informations déjà disponibles, le désaccord demeure sur la marche à suivre face aux changements climatiques. Il a déploré que les chefs du Kiribati doivent souvent prendre des décisions basées sur peu ou pas de données environnementales. Il a également parlé de la valeur du PIPA en tant que «laboratoire naturel» pour évaluer les impacts des changements climatiques, et de son rôle en tant que membre fondateur de l'Initiative pour la conservation et la gestion des paysages océaniques du Pacifique. Il a indiqué que tandis qu'elles peuvent fournir la matière première de la recherche, elles ont besoin de partenaires ayant du capital pour la recherche pour en produire des données et de l'information.

Daniel Edelson a suggéré que tandis que la connaissance scientifique de l'environnement a augmenté, la compréhension du public a diminué. Il a proposé que ceci soit dû au fait que non seulement les menaces telles que les changements climatiques et la diminution de la biodiversité sont abstraites et difficilement observables, mais également que les gens ont perdu leur connexion avec les, et leur compréhension des, systèmes et processus naturels, un «obstacle qu'aucune donnée ne peut surmonter, fut-elle nombreuse». Edelson a parlé du projet de science citoyenne BudBurst de la Nationale géographique société visant à reconstruire ce lien avec les processus naturels. Il a proposé une version globale de ce concept, une application utilisant la plate-forme RST pour: lier la science citoyenne au service de la surveillance de l'environnement et des processus naturels à travers le monde; créer les outils qui soutiennent les communautés d'apprentissage de citoyens scientifiques; et soutenir un corps de spécialistes en éducation environnementale.

Jacqueline McGlade a discuté de certains des défis relevés lors de la production et du contrôle de l'information environnementale, tels que suivre les changements ou communiquer au sujet des problèmes d'une manière qui les rend concrets pour toute personne. Elle a souligné que si jamais la croissance économique est découplée de l'émission de carbone, des informations fiables sur lesquelles fonder les principales décisions seront nécessaires. McGlade a signalé

que l'Europe commencera à publier des comptabilisations environnementales nationales, et a discuté du développement du Système de partage d'informations sur l'environnement. McGlade a demandé l'implication du citoyen moyen, peut-être grâce à des expériences de crowdsourcing et de science citoyenne, et grâce aux médias sociaux. Elle a invité tous les participants à joindre l'AEE pour participer au réseau RST, de sorte que «nous puissions tous être reliés au-delà des vases clos».

Al Mubarak a présenté la Déclaration de Sommet RST, qu'elle a signée, rejointe par Rashid Ahmed Bin Fahad et Peter Gilruth, PNUE.

Simran Vedyvas, un délégué de la jeunesse des E.A.U., a fait remarquer que les discussions tenues au cours du Sommet avaient été «révélatrices». Elle a déclaré que les participants devraient se demander «ce que nous devons faire pour l'environnement ?» Elle a indiqué que, peu importe la réponse à cette question, l'heure d'agir est arrivée, et qu'il est urgent de tenir ses promesses.

Par le biais d'un message vidéo, Yugratna Srivastava, Ambassadrice de la jeunesse de l'Asie et du Pacifique, a indiqué que la jeunesse est de plus en plus concernée par le manque d'action visant à résoudre les problèmes écologiques, invitant les gouvernements à créer des plans nationaux pour une économie verte, à atteindre les OMD, à assurer le respect des droits de l'homme et l'accès à l'éducation et à l'emploi, et à incorporer les questions sociales et environnementales aux politiques économiques. Elle a instamment demandé que les gouvernements soient tenus responsables de leurs actions et a imploré les médias de se concentrer davantage sur les problèmes environnementaux. Elle a exprimé l'espoir que Rio+20 génèrera des résultats et des actions concrets.

Elissar Sarrouh, Coordonnatrice résidente des Nations Unies pour les E.A.U., a signalé l'occasion unique que présente le fait d'accueillir le Sommet. Elle a appelé à la collaboration pour discuter et débattre de la durabilité de la vie, de l'énergie et de l'environnement, et a demandé le soutien de l'Initiative énergie pour tous, qui sera lancée aux E.A.U. au début de 2012.

Cathrine Armour a annoncé l'établissement de cinq initiatives thématiques: Regard sur la sécurité de l'eau; Regard sur la gestion des catastrophes; Regard sur la durabilité de la communauté; Regard sur le carbone bleu; et Regard sur la biodiversité. Elle a également annoncé l'établissement de trois initiatives de fond: Regard sur l'éducation relative à l'environnement; Regard sur le réseau mondial des réseaux; et Regard sur l'accès pour tous. Elle a expliqué que ces initiatives de collaboration sont établies pour promouvoir la mission et la vision de RST.

Daniel Reifsnnyder, É.-U., a fait part de l'important soutien des É.-U. aux initiatives annoncées. Il a indiqué qu'une grande partie de l'expérience et de la prouesse technologique des É.-U. dans le rassemblement et l'analyse des données provient de 40 ans d'essais et erreurs, tout en déclarant que les problèmes rencontrés aujourd'hui sont les mêmes problèmes que ceux rencontrés il y a quelques décennies. Il a décrit leur participation dans un certain nombre de partenariats et de collaborations pour renforcer les capacités et pour développer des outils pour collecter, accéder et utiliser les données à travers le monde. Il a exprimé l'espoir que les participants se réuniraient dans deux ans pour initier des actions et pour déterminer les étapes à venir.

Gilruth a indiqué que le PNUE considère la surveillance et l'établissement des rapports sur l'environnement comme déterminants. Il a signalé la nécessité de collecter des données de meilleure qualité et d'améliorer la production et l'utilisation de l'information et a souligné le rôle de plus

en plus important du citoyen dans la collecte des données. Il a exprimé l'engagement du PNUE à assister les efforts pour convoquer des plates-formes telles que Regard sur la terre 2011, et à utiliser les résultats de ces dernières dans un système de compte-rendu du PNUE pour surveiller l'état de l'environnement.

Al Mubarak a conclu la séance plénière avec une réflexion sur la diversité, l'ampleur et l'importance globale démontrées à Regard sur la terre 2011. Elle a qualifié le Sommet de transition d'un moment à un mouvement pour une communauté unifiée, dont le futur dépend de l'engagement, de la responsabilité, de l'obligation de rendre des comptes et de l'action partagée. Al Mubarak a souligné le succès de la Déclaration du Sommet RST et des initiatives spéciales, et a invité les participants à revenir à Abu Dhabi pour le prochain Sommet Regard sur la terre. La réunion s'est achevée à 14 h 15.

DÉCLARATION DU SOMMET REGARD SUR LA TERRE

La Déclaration du Sommet Regard sur la terre reconnaît le besoin d'un accès à des observations et des informations opportunes, crédibles et pertinentes à partir d'une grande sélection d'acteurs pour permettre le développement et la mise en œuvre de buts, d'objectifs et d'indicateurs afin d'assurer la progression du développement durable. Rappelant le Principe 10 de la Déclaration de Rio ainsi que le Plan stratégique de Bali pour l'appui technologique et le renforcement des capacités, il a souligné l'occasion offerte par Rio+20 de renouveler l'engagement politique en faveur du rôle de l'information dans les progrès vers le développement durable.

Entre autres, la déclaration du Sommet convient de faire progresser la collaboration de RST en s'appuyant sur:

- un ordre du jour pour la coopération qui est flexible, équilibré, conduit par des objectifs, centré sur des questions et limité dans le temps, et donc durable et respectant la gamme diverse des parties prenantes et de leurs structures de gouvernance afin de tisser la confiance entre les partenaires;
- des modalités de coopération inspirées du principe de subsidiarité, c.-à-d., que les fonctions sont remplies d'une façon distribuée par ceux qui sont les mieux placés pour le faire et l'information relative à la source est conservée de façon à ne pas perdre la connaissance de son usage et de ses limitations;
- des mécanismes efficaces pour collecter, gérer et diffuser l'information environnementale nécessaire, ceux qui ont collecté ou produit les données étant responsables de la garantie de leur qualité;
- une disponibilité de l'information qui évite la duplication inutile dans la collecte des données, sous-tend les exigences en matière de rapports, et soutient la prise de décision; et
- l'accès public à l'information sur l'environnement, toutes exemptions étant définies légalement et interprétées étroitement en ce qui concerne l'intérêt public, de sorte que l'accès à l'information soit opportun, efficace et abordable pour tous les utilisateurs intéressés.

La déclaration en outre:

- accepte de travailler avec les Nations Unies pour établir un forum pour la coopération entre les réseaux sous-globaux et thématiques d'information sur l'environnement afin d'augmenter davantage leurs connectivité et efficacité pour soutenir les évaluations, l'échange d'information et la prise de décision relatifs au développement durable;
- décide de travailler avec GEO et d'autres d'initiatives pertinentes et d'autres partenaires intéressés pour soutenir le développement et l'expansion supplémentaires des normes d'interopérabilité existantes en matière d'échange

d'information et de données, ainsi qu'une approche mondiale pour le support des plates-formes s'appuyant sur le WEB à l'appui de l'échange de l'information;

- convient de soutenir le développement de conditions propices en matière d'institutions et de législations qui soient adéquates pour promouvoir la mise en œuvre du Principe 10 s'appuyant notamment sur les Directives du PNUE pour le développement de la législation nationale sur l'accès à l'information, la participation publique et l'accès à la justice en matière d'environnement;
- s'engage à amorcer de nouvelles initiatives et à renforcer celles qui sont en cours, pour la coopération technique en vue de renforcer les capacités et de soutenir les technologies de l'accès à, et l'échange de, l'information dans les pays en développement et les pays à économie en transition à une économie de marché;
- fait appel au PNUE et à tous les acteurs impliqués dans la coopération au développement à venir en aide aux pays en développement et aux pays à économie en transition, lorsque qu'ils en font la demande, grâce à des programmes de renforcement des capacités ciblés, dans leurs efforts pour développer une législation nationale adéquate et un soutien à l'accès public à l'information en conformité avec le Principe 10;
- déclare l'intention de poursuivre le développement de la communauté RST, pour faire progresser les Initiatives spéciales et d'autres projets et programmes de ce type, tant en cours qu'à venir, y compris le développement des capacités nationales;
- fait appel aux gouvernements, aux organes des Nations Unies, aux autres organisations internationales, aux donateurs, à la société civile et au secteur privé, pour qu'ils contribuent davantage à la mise en œuvre des Initiatives spéciales convenues par le Sommet et des actions présentées ci-dessus; et
- convient de se réunir avant la fin de 2013 pour évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Déclaration et pour examiner les orientations pour la poursuite des travaux.

RÉUNIONS À VENIR

Consultations informelles de la CNUDD: Le Comité préparatoire de la CNUDD tiendra une série de consultations informelles sur l'avant-projet de document de résultats en janvier, février, mars et avril 2012. **dates:** 16-18 janvier 2012; 13-17 février 2012; 19-23 mars 2012 et 30 avril - 4 mai 2012 **lieu:** Siège de l'ONU à New York **contact:** Secrétariat de la CNUDD **courriel:** uncds2012@un.org **www:** <http://www.uncsd2012.org/rio20/>

Réunion intergouvernementale pour négocier et approuver le résumé de GEO-5 destiné aux décideurs politiques: La réunion intergouvernementale pour négocier et approuver le résumé GEO-5 destiné aux décideurs politiques est à titre provisoire prévue du 23 au 25 janvier 2012. **dates:** [provisoire] 23-25 janvier 2012 **lieu:** à confirmer **www:** <http://www.unep.org/geo/>

EuroGEOSS 2012: EuroGEOSS 2012 fournira un forum aux intervenants du développement, utilisateurs et décideurs travaillant avec des systèmes d'information multidisciplinaires avancés pour améliorer la science et la prise de décision en matière de questions sociales complexes. **dates:** 25-27 janvier 2012 **lieu:** Madrid, Espagne **contact:** José Miguel Rubio Iglesias **téléphone:** +34-91-597-9671 **courriel:** jmrubio@fomento.es **www:** <http://www.eurogeoss2012.eu/>

Rio+2.0: Lien entre technologies de communication et développement durable: Cet événement, sur invitation seulement, organisé par le Département d'État des É.-U. et constituant l'événement le plus important du gouvernement des É.-U. avant la CNUDD portera sur l'utilisation des technologies de communication pour faire des progrès en matière de solutions pour le développement durable dans les domaines de la santé, de l'environnement, de l'agriculture et de la croissance économique durable. Les participants seront invités à définir les «défis de l'innovation» concernant la façon dont les technologies de communication peuvent aider à la solution des problèmes transversaux liés au développement durable, les résultats étant destinés à être présentés à la CNUDD. **dates:** 2-4 février 2012 **lieu:** Palo Alto, É.-U. **www:** <http://www.uncsd2012.org/rio20/?page=view&nr=470&type=13&menu=23>

Planète sous pression: Nouvelles connaissances vers des solutions: Cette conférence se concentrera sur les solutions au défi mondial de la durabilité. La conférence sera l'occasion de discuter des solutions pour mettre les sociétés sur la voie de la durabilité et pour fournir un leadership scientifique en vue de la CNUDD de 2012. **dates:** 26-29 mars 2012 **lieu:** Londres, Royaume-Uni **contact:** Jenny Wang **téléphone:** +86-10-8520-8796 **courriel:** Jen.wang@elsevier.com **www:** <http://www.planetunderpressure2012.net>

Troisième Réunion intersessions de la CNUDD: Cette réunion intersessions finale en vue de la CNUDD sera convoquée en mars 2012. **dates:** 26-27 mars 2012 **lieu:** Siège de l'ONU à New York **contact:** Secrétariat de la CNUDD **courriel:** uncsd2012@un.org **www:** <http://www.uncsd2012.org/rio20/>

Villes résilientes 2012: Le troisième Congrès mondial sur les villes et l'adaptation aux changements climatiques, également connu sous le nom de Villes résilientes 2012 ou de Troisième forum mondial sur la résilience et l'adaptation urbaines, est une plate-forme pour fournir aux gouvernements locaux les clés d'une infrastructure plus intelligente, d'un meilleur urbanisme et des outils à la fine pointe pour améliorer le futur des villes. **dates:** 12-15 mai 2012 **lieu:** Bonn, Allemagne **contact:** ICLEI - Gouvernements locaux pour le durabilité **téléphone:** +49-228-976-299-28 **télécopieur:** +49-228-976-299-01 **courriel:** bonn2012@iclei.org **www:** <http://resilient-cities.iclei.org/bonn2012/home/>

Conférence Internationale Tech4Dev 2012: En tant que Chaire de technologies en faveur du développement de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Centre coopération et développement (CODEV) accueillera une Conférence Internationale portant sur les «technologies en faveur du développement durable: Une manière de réduire la pauvreté ?» Cette conférence se penchera sur la façon dont la science et la technologie peuvent soutenir le développement durable et les OMD dans les pays en développement et émergents. **dates:** 29-31 mai 2012 **lieu:** Lausanne, Suisse **contact:** Jean Claude Bolay **téléphone:** +41-216-936-048 **courriel:** Tech4Dev@epfl.ch **www:** <http://cooperation.epfl.ch/2012Tech4Dev>

Troisième PrepCom de la CNUDD: La troisième réunion du Comité préparatoire de la CNUDD se tiendra au Brésil immédiatement avant la Conférence. **dates:** 13-15 juin 2012 **lieu:** Rio de Janeiro, Brésil **contact:** Secrétariat de la CNUDD **courriel:** uncsd2012@un.org **www:** <http://www.uncsd2012.org/>

Conférence des Nations Unies sur le développement durable: La CNUDD marquera le 20^e anniversaire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le

développement, qui s'est tenue à Rio de Janeiro, au Brésil. **dates:** 20-22 juin 2012 **lieu:** Rio de Janeiro, Brésil **contact:** Secrétariat de la CNUDD **courriel:** uncsd2012@un.org **www:** <http://www.uncsd2012.org/>

Le monde à la portée: De la science à la politique: Cet événement marquera le 40^e anniversaire de l'Institut international pour l'analyse fonctionnelle appliquée (IIASA), et se centrera sur les défis globaux engendrés par la mondialisation, les changements importants dans les forces économiques et politiques, les défis environnementaux, et les conflits sociaux imprévisibles. Il se penchera également sur la recherche requise pour relever les défis environnementaux, sociaux, technologiques et économiques qu'ils posent, et les options pour les résoudre. **dates:** 27-29 juillet 2012 **lieu:** Vienne et Laxenburg, Autriche **contact:** Secrétariat de la Conférence de l'IIASA **courriel:** conference@iiasa.ac.at **www:** <http://www.iiasa.ac.at/conference2012/index.html>

GLOSSAIRE

AEE	Agence européenne pour l'environnement
AGEDI	Initiative mondiale de collecte de données sur l'environnement d'Abu Dhabi
CITES	Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction
CNUDD	Conférence des Nations Unies sur le développement durable (ou Rio+20)
CNUED	Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement («Sommet de la terre»)
EAD	Agence de l'environnement - Abu Dhabi
E.A.U.	Émirats arabes unis
Esri	Institut de recherche sur les systèmes environnementaux
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
GEO	Groupe sur l'observation de la terre
GeoSUR	Information géospatiale intégrée pour l'Amérique du Sud
GES	Gaz à effet de serre
INSPIRE	Programme de l'infrastructure pour l'information géographique en Europe
LEED	Leadership en matière de conception énergétique et environnementale
MOAN	Moyen-Orient et Afrique du Nord
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
PEID	Petits États insulaires en développement
PMCE	Plan de mise en œuvre de Johannesburg
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
SIG	Système d'information géographique
SMDD	Sommet mondial pour le développement durable
TIC	Technologie de l'information et de la communication